

L'AVIS DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR SUR LE PRPGD

Avis donné au cours de l'enquête publique

Le plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) Provence-Alpes-Côte d'Azur a fait l'objet d'un processus de concertation amont via la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan à laquelle France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur a participé.

Comme lors de la CCES, **France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur exprime un avis favorable** sur le projet de PRPGD établi par la Région, mais tient néanmoins à faire les recommandations détaillées dans le présent document.

ELEMENTS GENERAUX

COHERENCE AVEC LES REGLEMENTATIONS ET LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

Le PRPGD reprend et territorialise les objectifs de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). En revanche, **les dernières évolutions issues de la directive (UE) 2018/851 du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets, bien que citées dans le document, n'ont pas été prises réellement en compte**. Bien que cette directive ne soit pas transposée en droit français (transposition prévue pour 2020), nous préconisons que le PRPGD intègre ces modifications dès à présent :

- Obligation du tri à la source des biodéchets (et leur valorisation) pour le 31 décembre 2023 (et non janvier 2025)
- Définition des objectifs de valorisation matière (55 % en 2025 et 65 % en 2031) sur les « déchets municipaux » plutôt que sur les DNDNI

- Définition d'objectifs de recyclage et non de valorisation matière (ces objectifs ne devraient donc pas inclure les mâchefers ou le réemploi, comme par exemple les consignes ou encore la valorisation énergétique de la biomasse)
- Refus de la construction de nouvelles installations de pré-tri/tri-mécano biologique en lien avec la directive : « à compter du 1er janvier 2027, les États membres ne peuvent considérer les biodéchets municipaux [...] comme recyclés que si [...] ils ont été collectés séparément ou triés à la source »

Nous notons que les prévisions d'évolution des populations ont été mises en cohérence avec celles du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Néanmoins, nous constatons :

- Que les **objectifs de réduction ont été fixés sur des tonnages totaux de déchets et non sur les tonnages par habitant** : a priori, avec l'hypothèse retenue d'augmentation démographique, l'atteinte des objectifs du plan nécessiterait une réduction du tonnage par habitant supérieure à celle demandée par la LTECV. A contrario, si l'évolution démographique s'avère négative, le tonnage par habitant pourrait être stable tout en satisfaisant aux objectifs du plan, cela étant contraire à l'esprit de la loi.
- Que l'évolution des **déchets d'assainissement n'a pas été calculée avec l'évolution démographique prise comme hypothèse** dans le reste du document (0,4 % par an) mais avec une évolution de 0,27 % par an
- Que les enquêtes publiques du PRPGD et du SRADDET ont été tenues de manière simultanée, rendant difficile le travail des parties prenantes souhaitant participer aux deux enquêtes publiques

DISPOSITIFS D'ÉVALUATION PRÉVUS DANS LE PLAN

La production régulière d'indicateurs est prévue dans le plan, elle est d'autant plus une nécessité que le plan a de fortes ambitions. Néanmoins, en se limitant à cet exercice, la question de l'évaluation n'est pas traitée à son niveau d'importance par le projet de PRPGD. Nous souhaitons insister sur quatre points, des propositions plus détaillées figurant en annexe :

1. Les indicateurs quantitatifs prévus dans le PRPGD peuvent être améliorés

Les indicateurs prévus dans le plan doivent être complétés afin de permettre le suivi de l'application du principe de proximité (par exemple un suivi des flux entre bassins). Dans la mesure du possible, ils devront par ailleurs être produits à un niveau local adapté, plus fin que celui des quatre bassins de vie, de façon à alimenter la réflexion des acteurs du plan au sein de la région.

Enfin, les indicateurs quantitatifs de flux de déchets devront être mis en relation avec certains indicateurs environnementaux dont la surveillance permettrait d'éviter d'éventuelles dérives.

2. Les faits marquants, aux conséquences environnementales ou sanitaires, présentés lors des Commissions de Suivi de Site (CSS) devraient être remontés à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan (CCES). Par ailleurs, des indicateurs portant sur les contrôles et la mise en œuvre des procédures de police sur ces sites, ainsi qu'en matière de décharge sauvage, devront venir compléter la liste d'indicateurs

3. Le processus d'évaluation devrait être plus participatif

Le COPIL de l'ORD pourrait être ouvert aux parties prenantes. A minima, des liens entre la CCES et l'ORD doivent être prévus pour définir les besoins de la commission. Les modalités de travail de la CCES lui permettant d'assurer pleinement son rôle de suivi (notamment dans le cadre de l'absorption du PRPGD par le SRADDET) devront également être précisées.

4. **Organiser dès 2022 une procédure d'évaluation approfondie sur les freins et sur les leviers du changement permettant la révision à mi-chemin (2025)** des orientations du plan et surtout des méthodes d'animation et d'accompagnement complémentaires ou nouvelles

PRINCIPE DE PROXIMITE

Le principe de proximité est central dans la question de la gestion des déchets. **Nous saluons le découpage en quatre bassins de vie mais regrettons que cette notion de proximité reste quelque peu floue dans le PRPGD et pensons qu'elle devrait être complétée de plusieurs façons** (une annexe est également consacrée à cette question) :

- Fixer des fourchettes admissibles de flux inter-bassins par catégorie de déchets
- Préciser les modalités de pilotage par bassin
- A minima concernant le tri des emballages, papiers et verre, appuyer le pilotage au niveau des bassins de vie sur une approche distinguant les types d'EPCI (du rural à l'urbain)
- Pour les biodéchets et déchets verts, imposer que chaque territoire (EPCI en général, et probablement à un niveau géographique plus modeste dans les métropoles) définisse ses objectifs en cohérence avec les objectifs par bassin, puis mesure régulièrement leur atteinte dans son rapport annuel
- Dans le cadre de l'intégration du PRPGD au SRADDET, que ce dernier prescrive une obligation aux SCoT et PLU de prévision d'une organisation matérielle facilitant la collecte sélective au moins dans tout aménagement substantiel destiné à l'habitat ou à l'économie
- En CCES, prévoir un retour sur l'animation des bassins (par exemple, est-ce que les SCOT intègrent bien les installations prévues dans le PRPGD ?)

DISPOSITIFS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

Le plan pose les grands principes de l'information et de la sensibilisation aux déchets et indique les actions à mener. Néanmoins, les moyens pour favoriser l'émergence de ces actions sont peu présentés. Ainsi, nous préconisons de :

- Définir les modalités du partage d'expérience « Valoriser pour essaimer » : guides, formation des élus, journées d'informations, etc. et les moyens mis en œuvre par la Région pour encourager la mise en place de ce partage d'expérience
- Préciser les modalités de réalisation (structures qui portent les actions, financements disponibles, etc.) des actions de prévention auprès du grand public, des industriels, des gros producteurs de biodéchets, etc.
- Compléter les informations relatives aux soutiens techniques et/ou financiers prévus par le Conseil Régional pour permettre aux acteurs territoriaux d'assurer l'animation de l'action

Le succès du plan passe par la mobilisation de nombreux acteurs et au-delà de leur sensibilisation, il conviendrait de prendre des mesures clairement incitatives. Nous demandons de :

- Mettre en place des modalités visant à inciter financièrement les EPCI et/ou métropoles au passage à une tarification incitative
- Préciser l'engagement financier à court terme de la Région en matière de prévention et de collecte des DMA avec une ventilation selon les objectifs régionaux
- Clarifier les conditionnalités des financements régionaux d'ordre divers en direction des EPCI pour la prévention et la collecte des DMA, dont notamment les DAE

APPROCHE THEMATIQUE

DECHETS MENAGERS ET DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Déchets d'activité économique en mélange

Le plan évoque le fort enjeu lié à l'identification des déchets d'activités économiques (DAE) au sein des déchets ménagers et assimilés (DMA) : en effet, il est estimé qu'il y a 40 % de DAE en mélange dans les déchets ménagers de la région contre 20 % en moyenne en France. **Nous soulignons le fait que le PRPGD va au-delà de la LTECV en prévoyant une baisse de 10 % de la production de DMA + DAE.**

Pour aider à l'atteinte de ces objectifs, le plan doit présenter les outils techniques, financiers ou réglementaires qui seront mis à disposition des collectivités pour améliorer la traçabilité des DAE et inciter les entreprises à en réduire les quantités.

Cas des plastiques agricoles

Les plastiques agricoles sont produits en grande quantité : ils peuvent être récupérés et recyclés via des filières spécifiques, déposés en déchèterie ou parfois oubliés dans la nature... Nous souhaitons que le plan soit complété sur ce point :

- Le plan doit mettre en exergue des initiatives locales comme l'association RECUPAGRIE qui collecte 85 % du plastique agricole du Vaucluse. La citation de cette association (ou d'autres analogues) comme exemple dans le plan justifierait l'objectif de son déploiement sur d'autres territoires (ou l'apparition d'autres structures)
- Des dispositifs devraient être prévus pour inciter les agriculteurs à valoriser leurs déchets plastiques ou les récompenser pour leurs bons gestes

ENFOUISSEMENT ET INCINERATION

Le plan fait un état des lieux complet des installations de traitement et des besoins futurs correspondant aux objectifs de réduction et à la hausse démographique. Mais le plan doit aller encore plus loin en :

- Présentant des objectifs de réduction des DAE **priorisant certaines familles de déchets et secteurs d'activité** avec un suivi au travers de l'ORD
- **Complétant les modalités d'enfouissement des déchets ultimes.** Afin de permettre l'atteinte des objectifs, nous souhaitons ainsi que soit indiquée dans le plan la nécessité de :
 - Renforcer les modalités de contrôles des tonnages pour, à moyen terme, les limiter aux déchets ultimes. Une indépendance de ces contrôleurs avec le site devrait être prévue et vérifiée
 - Prévoir des processus de concertation citoyenne en amont des installations des sites de stockage et tout au long de leur durée de vie. Les informations présentées en CSS devraient être remontées à la CCES régionale de sorte qu'une communication adéquate soit faite sur le fonctionnement effectif des ISDND dans leur environnement local et qu'une synthèse régionale permette à la CCES d'en assurer le Suivi

Concernant l'incinération, plusieurs points nous paraissent soumis à interprétation :

- Page 324 : la figure 116 indique « Capacités des UVE à optimiser » et le texte précise « la sous-utilisation des UVE pourrait atteindre 500 000 t/an en 2025. Puis il conviendra d'identifier d'autres déchets ultimes, notamment des déchets d'activités économiques ultimes (tri préalable) et d'ajuster les Délégations de Services Publics et/ou les arrêtés préfectoraux en conséquence au fur et à mesure des demandes déposées en préfecture par les exploitants ». Le lecteur ne sait pas si ce sont les déchets ultimes à incinérer qui devront s'adapter aux capacités d'incinération ou l'inverse, le deuxième étant bien sûr préférable. Il conviendrait donc de préciser que les capacités seront revues à la baisse au fur et à mesure de la diminution des besoins.
- Page 324 toujours, la phrase « La création de nouvelles unités de valorisation est possible et compatible avec la planification régionale [...] nationaux et régionaux » est soumise à interprétation : le lecteur peut croire que la création de nouvelles unités de valorisation énergétique (UVE) est possible. Nous préconisons donc de préciser dans le plan qu'il s'agit d'unités de traitement (exemple : liquéfaction de plastique en huile) ou de combustion CSR et non d'UVE sans précision.

Cas des mâchefers

La totalité des mâchefers de classe « V » (mâchefers valorisables) ou de classe « M » (intermédiaires à maturer) mis en décharge peut être valorisée en technique routière ou couverture de décharges. Seuls les mâchefers de classe « S » doivent être enfouis définitivement. Ce point semble en accord avec l'objectif de valorisation du PRPGD page 287 : « Valoriser 90 % des quantités de mâchefers produites par les Unités de Valorisation Énergétique en 2025 puis 100 % en 2031 (+130 000 t) » : mais **cet objectif doit préciser les classes de mâchefers pris en compte (V + M ou seulement V ?)**

L'état des lieux présenté doit être complété avec des informations plus précises sur la production, les capacités de traitement mais surtout la destination des mâchefers des 5 UVE de la région sans s'arrêter, le cas échéant, à la maturation mais en allant jusqu'à la destination finale. Cela permettra notamment de **mettre en lumière les UVE qui devraient fournir les efforts les plus importants en termes de valorisation** (a priori dans les Alpes-Maritimes) et pointer les flux. De même, les exutoires de valorisation sont peu analysés, notamment en regard de l'objectif donné : une analyse plus poussée doit être menée pour **s'assurer de l'existence de débouchés suffisants** (routes, couverture d'anciennes décharges).

BIODECHETS ET DECHETS VERTS

Le retour à la terre des biodéchets est un objectif essentiel pour une meilleure gestion des déchets en assurant le recyclage de matières organiques (carbonées, azotées) et minérales (potassium, phosphore), une forme d'économie circulaire. Pour ce faire, plusieurs solutions peuvent être déployées en fonction du profil d'habitat, notamment la collecte sélective des biodéchets (suivi d'un compostage ou d'une méthanisation) ou le compostage de proximité. Sur ce point, nous pensons que les moyens prévus par le plan ne sont pas à la hauteur de ses objectifs et qu'il faudrait :

- Prévoir un **programme de soutien aux initiatives locales** (notamment communales) à l'intérieur d'EPCI volontaires, notamment pour favoriser le développement généralisé du compostage de proximité. Ce soutien devrait être fortement limité dans le temps pour éviter que les collectivités compétentes ne reportent à 2022 les efforts indispensables
- Prévoir des **systèmes incitatifs pour valoriser le geste de tri et la réduction des déchets** (oublier les solutions contre-productives poussant à la production de déchets du type « bons d'achats » dans les grandes surfaces)
- **Donner des clefs pour une meilleure gestion des déchets verts** : inciter les déchèteries à s'équiper de broyeurs pour les déchets verts ou généraliser la mutualisation d'un broyeur pour plusieurs petites communes, prévoir les collectes pour les personnes peu mobiles
- **Communiquer concernant l'interdiction du brûlage des végétaux** : l'autorisation de brûler dans le cadre des Obligations Légales de Débroussaillage et celle donnée aux agriculteurs rend l'information très confuse pour les citoyens voire les maires chargés du pouvoir de police. **Un message clair et commun** devrait être formulé, ainsi que sur les solutions alternatives. Communiquer également sur les sanctions prévues et inciter à leur application.
- **Préciser les moyens mis en œuvre pour la collecte des biodéchets** : présenter un échéancier réaliste, mis à jour avec les objectifs de la directive européenne

Par ailleurs, au-delà des moyens, le plan devrait :

- Limiter la méthanisation à une valorisation de déchets - non une fin en soi pour la production d'énergie (afin d'éviter toutes dérives)
- Bien définir la notion de compostage de proximité : compostage individuel, compostage partagé ou compostage autonome en établissement (école, hôpital, etc.) en bacs, en andains ou par lombricompostage. L'actuelle version est confuse sur ce thème.
- Dans la prévision des installations à créer, indiquer :
 - Qu'une analyse des alternatives devra être réalisée pour choisir la méthode de traitement la moins génératrice d'impacts environnementaux, de nuisances et de risques. Par exemple : méthanisation versus compostage de proximité via une plateforme intercommunale ;
 - Que les exutoires doivent être pensés avant toute mise en place de valorisation par compostage ou méthanisation (d'autant plus que les digestats sont plus complexes à utiliser que les composts)
- Pour les gros producteurs de biodéchets, organiser une remontée des résultats des contrôles du tri à la source (à l'instar de ce qui peut être fait avec les contrôles sanitaires)

Enfin, le plan semble prévoir que les nouvelles installations de tri mécano-biologique (TMB) ne pourront être autorisées (au-delà des 2 voire 3 déjà existantes dans le Var sous une appellation peu explicite comme « unité de tri - valorisation ») que si la collectivité s'est engagée dans le développement préalable du tri à la source. Si cette

condition est avérée, elle devrait être précisée au moins par l'indication, par exemple, d'une part minimale de collecte sélective rapportée aux OMR dans la collectivité concernée.

FILIERES A RESPONSABILITE ELARGIE DES PRODUCTEURS

Le PRPGD présente les différentes filières à responsabilité élargie des producteurs (REP), quelques objectifs nationaux et des moyens d'y parvenir (notamment sur les emballages). Néanmoins, nous pensons que le plan pourrait faire l'objet de compléments :

- Présenter des objectifs pour toutes les REP
- Présenter des mesures détaillées pour **augmenter le taux de tri des « encombrants » et des déchets dangereux des ménages** : incitation, information, lieux de collecte, etc.

Prévoir ou a minima présenter les **nouvelles filières à l'étude par la FREC** (jouets, articles de sport et de loisirs, de bricolage et de jardin, cigarettes, smartphones) et leur déploiement en local

DECHETS DANGEREUX

Le plan présente les installations de collecte/transfert à créer sur chaque bassin pour satisfaire aux objectifs de 100 % de déchets dangereux diffus (DDD) collectés en 2031. En complément, il devrait également se prononcer sur les installations de traitement de DD à étendre/créer pour les années à venir afin :

- D'accompagner l'objectif de captation à 100 % des DDD tout en respectant autant que possible le principe de proximité dans leur traitement
- D'appliquer la hiérarchie de traitement des déchets (dans l'impossibilité de récupération matière, la préférence ira vers l'incinération plutôt qu'à l'enfouissement quand cela est possible)

Concernant les déchets amiantés, le plan présente l'enfouissement comme seule possibilité alors que d'autres solutions existent. Ainsi, de la même façon que sur certains sujets de l'économie circulaire, le plan reconnaît des initiatives utiles et se propose de leur apporter son soutien méthodologique voire financier, et compte tenu de l'importance des déchets amiantés dans la région, le plan devrait être l'occasion de **mettre en évidence, voire de soutenir, les démarches existantes au niveau national de recherche-valorisation en matière de traitement de l'amiante** pour en extraire des matières premières inertes et commercialisables (silice amorphe, chlorure de magnésium, chlorure de calcium, hydroxyde de fer, hydroxyde d'Aluminium). Outre l'accélération de la mise en œuvre de traitements susceptibles de remplacer à terme le stockage des déchets amiantés, un tel soutien pourrait conduire à un développement industriel intéressant pour la région.

DECHETS LIES A L'EVENEMENTIEL

De par sa météo clémente et ses habitants accueillants, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est un territoire reconnu pour le loisir. Elle se définit d'ailleurs comme « Terre de festivals ». Or, les loisirs et les festivals sont souvent associés à une production importante de déchets, souvent mal triés. Pourtant, le PRPGD ne prévoit rien

concernant les **déchets liés à l'événementiel** : à notre sens, il conviendrait de prévoir un **paragraphe spécifique** sur ce sujet pour :

- Définir la notion d'événementiel : type de manifestation, durée limitée, lieu fermé ou ouvert, etc.
- Rappeler les responsabilités du producteur de déchets en termes de gestion des différents types de déchets
- Exiger, à chaque demande d'autorisation, de présenter les efforts faits par les organisateurs concernant la réduction des déchets (prévoir un kit de communication de la Région à cet effet)
- Prendre en compte, lors de l'organisation de l'événement, des risques de pollution aggravée selon la criticité de la zone géographique
- Conditionner les autorisations des événements et a fortiori leur financement si la Région est concernée sur les prévisions de limitation/gestion des déchets en coordination avec les pouvoirs publics locaux

DECHETS LIES AUX SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Un paragraphe du PRPGD est dédié à ce sujet. Nous pensons qu'il devrait faire l'objet de compléments :

1. Préciser plus en détail ce qui est attendu dans les plans de continuité d'activité (PCA) notamment l'utilisation de méthodes d'analyse de risques qui permettent de coter le risque en termes d'occurrence et de gravité. La proximité du littoral devra être considérée comme un élément important
2. Définir de manière plus détaillée les canaux d'information à destination de la population en cas de crise

Dans le cadre de l'intégration du PRPGD au SRADDET, une règle devrait être ajoutée : « Les localisations potentielles [des sites de stockage temporaires des déchets de situations exceptionnelles] devront être proposées par les acteurs dans leur PCA et une réflexion particulière devra être menée dans le cadre de l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme, en vue notamment d'intégrer ces sites ».

ECONOMIE CIRCULAIRE

La partie III.E du PRPGD est consacrée à l'Economie Circulaire (EC). Elle présente le principe général, les actions déjà engagées par la région (notamment la feuille de route EC régionale de 2015) et les actions prioritaires à effectuer, déclinées par axe stratégique. Nous considérons que ce point devrait être complété selon les modalités suivantes :

1. **Confronter la feuille de route régionale à la feuille de route nationale** pour identifier les potentiels manques (par ex. « renforcer la lutte contre la publicité incitant à la mise au rebut prématurée des produits et au gaspillage des ressources », « revoir à partir de 2019 les règles d'acceptation en décharge et en incinérateur des déchets de personnes morales », etc.
2. Préciser certaines informations liées aux **indicateurs chiffrés** (fréquence de mise à jour, modalités de publication, responsables des mesures correctives, etc.)
3. Rappeler le **rôle des associations** comme accompagnateurs/facilitateurs des politiques publiques, notamment en ce qui concerne les dispositifs d'informations et de sensibilisation

Ce document a été réalisé avec la participation de :



ACT Energies



CINEA 84



La Nesque Propre



ANNEXES : PROPOSITIONS DETAILLEES

ANNEXE 1 : PROPOSITIONS DETAILLEES CONCERNANT L'EVALUATION ET LE SUIVI DU PLAN

Le réseau FNE reste largement sur sa faim sur ce thème essentiel pour sortir la région de sa situation que tout le monde reconnaît comme franchement mauvaise. Il avait d'ailleurs fait des propositions concrètes et argumentées en ce sens dans son cahier de propositions transmis à la Région début 2017.

Le projet de PRPGD traite cette question dans la partie B sur les objectifs du PRPGD (§ 2. Indicateurs de suivi du plan) ainsi que dans le rapport environnemental (§X. Suivi environnemental du plan).

Ces deux paragraphes présentent une série d'indicateurs destinés à être élaborés au niveau de la région, et pour les premiers au niveau de chacun des bassins de vie, et l'ORD comme « un outil complet et pérenne de suivi » à cette fin.

Si la mise au point régulière d'indicateurs est certainement une nécessité, il nous semble qu'en se limitant à cet exercice, la question de l'évaluation n'est pas traitée à son niveau d'importance par le projet de PRPGD. Nous souhaitons insister sur quatre points :

1. Les indicateurs quantitatifs prévus dans le plan peuvent être améliorés

Les indicateurs ont vocation à couvrir l'ensemble du champ. La liste évoquée dans le PRPGD est limitée aux seuls objectifs quantitatifs de production et de traitement des déchets. Il n'est pas certain que ces indicateurs suffisent à suivre la bonne application du principe de proximité puisqu'il n'est pas prévu de décrire les transferts de déchets de diverses sortes entre les 4 bassins. Certains objectifs environnementaux ou de santé des populations sont évoqués dans le Rapport environnemental mais contrairement aux indicateurs sur les flux, on ne sait pas qui va les construire ni à quelle périodicité.

Par ailleurs, ils semblent ne devoir être produits que pour l'ensemble de la région alors que ces problématiques sont le plus souvent et heureusement locales. Ces indicateurs annuels sont indispensables pour chacun des quatre bassins.

Exemples :

- Déchets inertes et Déchets non dangereux : Nuisances (trafic), Pollution et qualité des milieux – Indicateur = Tonnage x kilométrage

La question est intéressante globalement mais surtout dans les territoires relevant d'un PPA, il faudrait donc préciser cet item pour chacun de ces territoires.

- Déchets non dangereux : Risques sanitaires - Indicateur = Emission de dioxines

Idem, c'est à proximité de chacune des UVE que cette question se pose et non pas abstraitement pour l'ensemble de la région.

La liste des indicateurs gagnerait également à être accompagnée de priorités et de mises en relation des indicateurs. Certes tout doit être surveillé, mais l'urgence porte surtout sur certains points.

Exemples :

- Progrès dans la collecte des biodéchets mais en distinguant les EPCI selon leur typologie et pas seulement par bassin
- Stabilisation des apports aux UVE mais, en parallèle, qualité des fumées et capacité à gérer les mâchefers
- Plan de gestion des fours des UVE pour une transformation progressive en installations de traitement des CSR
- Baisse du stockage en ISDND mais aussi qualité des déchets stockés (présence de biodéchets)
- Etc.

2. Le suivi quantitatif devrait être étendu à l'exercice des procédures de contrôle

Certes la responsabilité de la Région n'est pas engagée sur ce point, mais la gravité de la situation que ce soit sur les décharges illégales, la nature des déchets mis en décharge, voire le mélange des DAE et DMA lors de la collecte, etc. est telle que le renforcement déjà engagé des contrôles devrait être mis en évidence pour pouvoir appuyer un éventuel renforcement des moyens en tant que de besoin.

Par ailleurs, outre les contrôles réguliers engagés par les administrations responsables, d'autres ne sont diligentés qu'après réception d'alertes souvent données par des réseaux citoyens. Le suivi de cette activité de contrôle devrait reconnaître et mettre en évidence cette activité d'alerte.

Enfin, la région pourrait bénéficier d'une synthèse annuelle de l'activité des CSS compétentes sur les atteintes à l'environnement présentant les problèmes locaux rencontrés et les solutions mises en œuvre pour les résoudre. Cette synthèse devrait être portée à la connaissance de la CCES pour qu'elle puisse produire un avis plus complet sur le suivi de la mise en œuvre du plan.

3. Pour atteindre sa pleine efficacité, le processus d'évaluation devrait être plus participatif

Changer la situation suppose une prise de conscience par l'ensemble des acteurs, depuis la population jusqu'aux acteurs institutionnels ou professionnels. L'évaluation peut jouer un rôle important voire décisif dans cette prise de conscience. Mais la méthode envisagée mettant en scène a priori deux instances (l'ORD et la CCES) ne paraît pas suffisante :

- La mission de l'ORD semble s'arrêter à la confection et à la diffusion d'une série d'indicateurs. Cet observatoire est placé sous la houlette d'un comité de pilotage réduit à la Région, la DREAL et l'ADEME. Sans atteindre la taille de la CCES par exemple, cette instance devrait a minima être élargie à une représentation des différents collèges de cette CCES de façon à faire évoluer l'activité de cet observatoire, par exemple pour préciser en tant que de besoin certains indicateurs en bénéficiant d'une expertise étendue aux différents partenaires
- La mode de fonctionnement de la CCES durant la période de suivi du plan n'est pas précisée dans le projet de plan

Certes, le Décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets prévoit en son article R. 541-24 une présentation au moins une fois par an par l'autorité compétente d'un rapport relatif à la mise en œuvre du plan à la CCES. Ce rapport contient :

- Le recensement des installations de gestion des déchets autorisées, enregistrées ou ayant un récépissé de déclaration depuis l'approbation du plan

- Le suivi des indicateurs définis par le plan en application du 3° du I de l'article R. 541-16

Toutefois, au-delà de ces précisions réglementaires, se pose la question de son fonctionnement effectif. Ayant participé à l'élaboration du plan et disposant des résultats produits par l'ORD, la CCES devrait logiquement être le lieu partenarial de suivi du plan, et en tant que telle, chargée de produire un avis annuel sur la mise en œuvre du plan allant au-delà de la simple réception d'un rapport établi par la Région suivi éventuellement d'un vote sans une réflexion vraiment organisée par une réunion préalable de travail, de concertation et construction.

Si on prend comme exemple la seule réunion de la CCES postérieure au stade de l'élaboration du plan tenue le 11 juin 2018, elle est apparue comme une occasion d'information sur le SRADDET et l'intégration du PRPGD dans ce schéma plutôt que comme un lieu de concertation ; il est vrai que nous n'étions pas encore dans la phase de suivi.

Pour que la CCES puisse jouer un rôle effectif et positif dans le suivi du plan, il faudrait pour le moins lui donner le temps nécessaire à ce travail et mettre sur pied une organisation à la hauteur de l'enjeu : nous proposons par exemple que soit organisée chaque année une réunion préparatoire regroupant des représentants de chaque collège de la CCES pour entendre le rapport de la Région et mûrir avec elle les questions susceptibles de nourrir une discussion constructive en séance plénière avant un vote si celui-ci est nécessaire.

4. Ne prévoyant pas d'aller plus loin qu'un suivi annuel d'indicateurs, le PRPGD ne se donne pas les moyens d'une compréhension des freins et des leviers du changement

L'ambition du PRPGD (et donc sa difficulté de mise en œuvre) est reconnue par tous. Même si l'analyse des éventuelles difficultés à atteindre les objectifs est approfondie au niveau de la CCES sur la base des travaux de l'ORD et dans le cadre d'un fonctionnement efficace de cette commission, il est vraisemblable que des travaux d'étude et/ou de recherche seront indispensables à une compréhension des difficultés rencontrées.

En ce sens, l'orientation régionale n°9 « *Mettre en place une politique d'animation et d'accompagnement des parties prenantes [...] afin d'assurer la coordination nécessaire à l'atteinte des objectifs du plan* » pourrait être renforcée avec la programmation avant la fin de la 1ère échéance du PRPGD d'une évaluation de cette politique publique nouvelle avec la participation d'évaluateurs indépendants. Un point d'application de cette démarche pourrait porter sur la politique de prévention, un autre sur la compréhension des écarts de comportement entre EPCI comparables, etc.

En résumé, la position de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur sur les dispositifs d'évaluation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets est la suivante :

- 1.1. Rajouter des indicateurs pour suivre l'application du principe de proximité
- 1.2. Produire certains indicateurs environnementaux à un niveau local adapté différent de celui des 4 bassins
- 1.3. Mettre systématiquement en relation les indicateurs de flux de déchets et certains indicateurs environnementaux dont la surveillance permettrait d'éviter d'éventuelles dérives
2. Insérer des indicateurs portant sur les contrôles et la mise en œuvre des procédures de police et de l'activité des CSS
 - 3.1. Elargir le comité de pilotage de l'ORD aux parties prenantes
 - 3.2. Prévoir des modalités de travail de la CCES lui permettant d'assurer pleinement son rôle de suivi
4. Organiser dès 2022 une procédure d'évaluation approfondie sur les freins et les leviers du changement permettant une révision à mi-chemin (2025) des orientations du plan et surtout des méthodes d'animation et d'accompagnement

ANNEXE 2 : PROPOSITIONS DETAILLEES CONCERNANT LE PRINCIPE DE PROXIMITE

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur tient tout d'abord à saluer le choix fait par la Région d'un découpage géographique interne au territoire, respectant les limites des EPCI, acteurs essentiels de la prévention et de la gestion des déchets, et partagé avec le SRADDET, d'autant qu'elle entend en faire un usage raisonné prenant en compte la nature des déchets et, sur un tout autre plan, l'éventualité de situations exceptionnelles.

Ce découpage peut avoir plusieurs effets positifs : des zones de chalandise pour les centres de traitement plus resserrées et donc moins de transports, un pilotage plus fin, une responsabilisation plus forte des EPCI (et potentiellement de leurs habitants) qui peuvent jouer plus facilement la solidarité avec les territoires voisins concernés par le traitement des déchets qu'ils collectent qu'envers des lieux lointains et inconnus de la population.

Le maillage en sites de traitement tel que préconisé par le projet de plan et basé sur ce découpage en bassins paraît a priori adapté aux enjeux mais sous plusieurs réserves :

1. Un pilotage dans la durée et organisé au niveau des bassins de vie

Les ouvertures de site de traitement seront soumises à autorisation de l'Etat au vu des limites de capacité prescrites dans le plan. Cela suffira-t-il à assurer un pilotage efficace dans la durée ?

Par exemple,

- Que se passera-t-il si la réduction des déchets dans tel bassin n'est pas à la hauteur du rythme ambitieux fixé par le plan ?
- Inversement, dans le cas où la prévention, l'organisation de la collecte des biodéchets, le tri s'améliore plus vite que prévu dans un bassin contrairement aux autres ?
- Ou encore si les offres financières de certains sites de traitement dissuadent des EPCI de faire appel à ceux situés dans leur bassin ?

Au-delà des capacités de traitement par bassin, le plan devrait également fixer des fourchettes admissibles de flux inter-bassins par catégorie de déchets empêchant la « solidarité » régionale de s'exercer toujours au profit des mêmes.

Compte tenu de son ambition, le plan ne pourra réussir que si les diverses parties prenantes (notamment les EPCI) sont réellement impliquées dans ce pilotage, non seulement au niveau de l'évaluation mais aussi au niveau des décisions. Tel quel, le plan n'est guère explicite sur la méthode susceptible d'assurer la participation de toutes les parties prenantes locales au pilotage par bassin de vie. Ainsi, des précisions devraient être apportées sur le pilotage par bassin.

2. Une proximité définie selon la nature des déchets et leur traitement

Le plan met bien en avant une notion de proximité en rapport avec la nature de certains types de déchets : déchets inertes, déchets dangereux, etc. Il signale la difficulté pour les mâchefers, les DAE, les refus de tri et les boues de STEP ainsi que pour les déchets inertes.

S'agissant du tri des emballages, papiers graphiques et verre, le projet de plan prévoit des ratios de tri par bassin en s'appuyant sur une typologie d'EPCI développée par l'ADEME il y a une dizaine d'années. Compte tenu des différences qui vont largement du simple au double selon les types d'EPCI, on peut regretter que les objectifs restent fixés à ce niveau des bassins alors qu'ils ont été évalués par type d'EPCI à l'intérieur des bassins. Ainsi, le plan devrait préciser que le pilotage au niveau des bassins de vie s'appuiera sur cette approche par type d'EPCI.

Quant aux biodéchets et aux déchets verts, leur prévention, leur collecte et leur traitement sont probablement plus facilement appréhendés par les habitants que la plupart des autres types de déchets, c'est même un axe possible de responsabilisation des citoyens qu'il faudrait conforter en favorisant la traçabilité de ces déchets. Le plan devrait donc demander explicitement que chaque territoire (EPCI en général, et probablement à un niveau géographique plus modeste dans les métropoles) définisse, par exemple dans son plan de prévention, ses objectifs en cohérence avec les objectifs par bassin, puis mesure leur atteinte dans son rapport annuel.

3. Une meilleure intégration au SRADDET

Puisque les bassins de vie ont été définis en cohérence avec le SRADDET, on aurait pu s'attendre à ce que pour assurer le respect des principes de proximité et d'autosuffisance, ce dernier aille plus loin que les seules 3 règles imposant aux documents d'urbanisme la construction de stratégies locales déchets (règle obj. 25 a), économie circulaire (règle obj. 26) et la réutilisation de friches industrielles ou de terrains dégradés pour l'implantation des équipements (règle obj. 25 b). Ces règles sont bienvenues mais apparaissent bien timides notamment en milieu urbain pour atteindre par exemple l'objectif de généralisation en 2025 du tri à la source des biodéchets. Certains SCoT ont d'ores et déjà prescrit des règles en la matière qui auraient pu servir d'exemples pour le SRADDET. Ainsi, le SRADDET devrait comporter des règles amenant SCoT et PLU à imposer à tout nouvel ensemble de logements l'obligation d'une organisation matérielle facilitant la mise en œuvre des collectes sélectives.